



## **Public/Privé. Contre la régression sociale, unité ! Tou-te-s en grève et en manifestation le 10 octobre**

Le 10 octobre prochain, les 9 organisations syndicales de la fonction publique ont décidé d'une journée de grève et de manifestation pour dénoncer les attaques du gouvernement Macron faites aux agent-es de la fonction publique. Attaques sur leur pouvoir d'achat, attaques contre les emplois, attaques contre les missions de services publics. Solidaires, résolument engagé dans le combat contre les mesures de régression sociale, qu'elles soient à l'intention du secteur privé au travers de la loi travail XXL ou à l'intention du secteur public au travers des mesures inscrites dans le Projet de Loi Finance (PLF) 2018, appelle à faire de la journée de grève du 10 octobre un nouveau temps fort de luttes. C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des organisations de notre union à se mobiliser comme nous l'avons fait les 12 et 21 septembre dernier.

### **Contre les politiques de régressions sociales, dans le privé comme le public, construisons la convergence**

Ce jour-là les projecteurs seront braqués sur les attaques faites à la fonction publique. Pour autant Solidaires pense que nous devons créer les conditions de la convergence des luttes tant les attaques sont frontales pour l'ensemble du monde du travail. La logique à l'œuvre à travers l'affaiblissement des services publics, la fragilisation du statut de la fonction publique et les ordonnances « XXL » sur la loi travail 2 est la même. C'est celle de la précarité généralisée, des suppressions des emplois, de la baisse des salaires, de la destruction des droits sociaux et des conditions de travail, etc. Le PLF 2018 va encore une fois servir en priorité les plus nantis et accroître les profits et les dividendes de celles et ceux qui ont déjà tout et qui en veulent toujours plus !

Le pouvoir attaque les droits des travailleurs et travailleuses sur plusieurs fronts, secteur par secteur, et compte sur la division que produit son discours : "fonctionnaires contre salarié-es du privé", "emplois stables contre emplois précaires"... Mais nous savons que quand des droits sont ôtés à une partie de la population, ce sont les droits de l'ensemble de la population qui sont, à terme, en danger ! C'est donc tou-te-s ensemble que nous devons réagir et contre-attaquer.

Une autre politique est possible et indispensable. Il faut renforcer les protections et les droits de celles et ceux qui travaillent dans le public comme dans le privé, défendre le droit au logement, à l'éducation et à la santé..., augmenter les salaires et réduire le temps de travail, défendre les libertés publiques et individuelles,...

Un mouvement social se développe depuis le 12 septembre. Il est de notre responsabilité en tant qu'organisation syndicale de proposer la construction d'une convergence réelle entre public et privé. Solidaires réaffirme que c'est principalement par la construction de grèves, si possible reconductibles, que nous pourrons bloquer l'économie et que nous aurons le rapport de force pour pouvoir gagner.

Au côté des agent-es publics, avec les salarié-es du privé solidaires, le 10 octobre doit être une réussite afin de construire un rapport de forces en capacité de faire reculer le gouvernement. D'ici là nous soutenons l'ensemble des grèves ou des initiatives qui vont dans ce sens.

L'Union syndicale Solidaires s'est adressée mercredi 27 septembre aux autres organisations syndicales et plus généralement à l'ensemble des forces et organisations qui cherchent à défendre la justice sociale et l'existence de services publics de qualités. L'unité dans le respect des différences doit être une priorité pour répondre aux enjeux de la situation.